

78-9682 (01/10)

DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE LIEU D'EXPLOITATION D'APPAREILS DE JEUX VIDÉO

Section A Motif de la demande

Établissement de catégorie I
(15-25 appareils de jeux vidéo)

Établissement de catégorie II
(10 appareils de jeux vidéos ou moins)

Section B Appellation et adresse de la compagnie

Raison sociale _____

Appellation commerciale _____

Date de la
constitution en
corporation _____

Lieu de la
constitution en
corporation _____

Numéro de
corporation _____

Adresse _____

(numéro de voirie et nom de la rue)

(Bureau / Étage)

(Municipalité)

(Province / État / Pays)

(Code postal / Code ZIP)

Si l'établissement est loué, veuillez fournir le
nom et l'adresse du propriétaire. _____

Téléphone () _____

Télécopieur () _____

**Indiquez les appellations et les adresses sous lesquelles le requérant fait affaire ou a fait affaire
au cours des dix dernières années :**

(Raison sociale)

(Appellation commerciale)

(Adresse)

(Raison sociale)

(Appellation commerciale)

(Adresse)

(Raison sociale)

(Appellation commerciale)

(Adresse)

(Raison sociale)

(Appellation commerciale)

(Adresse)

(Raison sociale)

(Appellation commerciale)

(Adresse)

Section C Structure commerciale

- Corporation Société en commandite
 Entreprise à propriétaire unique Autre (veuillez préciser) : _____
 Partenariat

Le cas échéant, veuillez annexer des copies des documents suivants :

- Certificat de constitution / Statuts constitutifs Charte Entente de partenariat
 Convention d'actionnaires Règlements administratifs

Veuillez annexer un schéma illustrant la relation entre toutes les sociétés mères, dominantes, filiales, associées et en propriété commune, le cas échéant, ainsi que toute mise à jour périodique ou tout accord modificateur.

Section D Propriétaires et copropriétaires de l'entreprise

Fournissez sur une pièce jointe le nom officiel et la date de naissance de tous les propriétaires de l'entreprise requérante et annexez un **Formulaire de divulgation des renseignements personnels (formulaire numéro 78-9684)** dûment rempli pour chacun d'entre eux.

Section E Gestionnaires du jeu

Fournissez sur une pièce jointe le nom officiel et la date de naissance de tous les gestionnaires de l'établissement responsables de l'administration des jeux et annexez un **Formulaire de divulgation des renseignements personnels (formulaire numéro 78-9684)** dûment rempli pour chacun d'entre eux.

Section F Chefs d'accusation / Déclarations de culpabilité

- a) Le requérant a-t-il déjà été accusé ou déclaré coupable d'une infraction dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe pour chacune d'entre elles :

- i) description du chef d'accusation ou de la déclaration de culpabilité;
- ii) date du chef d'accusation ou de la déclaration de culpabilité (incluant tout jugement écrit);
- iii) description de la peine (incluant toute décision écrite);
- iv) nom et adresse du tribunal; et
- v) numéro de dossier du tribunal (s'il est connu).

- b) Y a-t-il un chef d'accusation retenu contre le requérant dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe pour chacun d'entre eux :

- i) description du chef d'accusation;
- ii) date du chef d'accusation;
- iii) nom et adresse du tribunal;
- iv) numéro de dossier du tribunal (s'il est connu); et
- v) date de la prochaine comparution devant le tribunal (le cas échéant).

Section G Instances civiles

- a) Le requérant a-t-il fait l'objet d'une poursuite civile au cours des dix dernières années dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe :

- i) description de la poursuite (exposé de la demande et de la défense);
- ii) nom des autres parties;
- iii) résultat des procédures (incluant tout jugement écrit);
- iv) nom et adresse du tribunal; et
- v) numéro de dossier du tribunal (s'il est connu).

- b) Le requérant fait-il présentement l'objet d'une poursuite en cours ou est-il en attente d'une décision judiciaire à son égard dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe :

- i) description de l'instance;
- ii) nom des autres parties;
- iii) date de l'instance;
- iv) nom et adresse du tribunal; et
- v) numéro de dossier du tribunal (s'il est connu).

Section H Permis, licences, certificats ou inscriptions

- a) Le requérant a-t-il déjà présenté une demande de permis, de licence, de certificat ou d'inscription relativement au jeu dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe :

- i) nom et adresse de l'organe de réglementation;
- ii) type de permis, de licence ou d'inscription;
- iii) date de la demande; et
- iv) décision prise concernant la demande – préciser si elle a été approuvée (avec modalités), abandonnée, retirée ou rejetée.

- b) Le requérant s'est-il déjà fait refuser une demande de permis, de licence, de certificat ou d'inscription relativement au jeu, ou a-t-il déjà fait l'objet d'une suspension, d'une révocation ou de toute autre pénalité (p. ex. : amende) dans une juridiction quelconque? Non Oui

Le cas échéant, veuillez fournir les renseignements suivants sur une pièce jointe :

- i) nom et adresse de l'organe de réglementation;
- ii) type de permis, de licence ou d'inscription;
- iii) mesure prise (p. ex. : refus, suspension, révocation, amende ou autre mesure disciplinaire);
- iv) inclure une copie de toute décision écrite, le cas échéant; et
- v) date à laquelle la mesure a été prise.

Section I Pièces jointes

Indiquez le nombre de documents additionnels fournis en pièces jointes (le cas échéant) et assurez-vous qu'ils sont bien identifiés :

Section A _____

Section B _____

Section C _____

Section D _____

Section E _____

Section F _____

Section G _____

Section H _____

Nombre total de pages des pièces jointes _____

Avant que la demande puisse être évaluée, le requérant doit soumettre ce qui suit :

Droits prévus au Règlement 2008-397 – *Règlements sur les maîtres des lieux d'exploitation d'appareils de jeux vidéo* (chèque libellé à l'ordre du ministre des Finances)

Lettre de la Société des loteries de l'Atlantique précisant le nombre d'appareils de jeux vidéos qu'elle fournira au lieu d'exploitation si l'inscription est accordée.

AVIS

Conformément aux dispositions de la ***Loi sur la protection des renseignements personnels*** et de la ***Loi sur le droit à l'information***)

Conformément à la *Loi sur la réglementation des jeux*, il se peut que le registraire de la réglementation des jeux doive, pour compléter ou vérifier l'information fournie dans le présent formulaire ou en annexe et pour vérifier l'admissibilité du requérant à l'emploi, recueillir des renseignements supplémentaires de sources intérieures ou étrangères comme les gouvernements fédéraux (incluant l'Agence du revenu du Canada et l'Internal Revenue Service), les gouvernements provinciaux, les gouvernements d'États, les administrations municipales, les organismes de délivrance de licences et de permis, les services de police, les autres organismes chargés de l'application de la loi, les bureaux de shérifs, les registraires de faillite, les agences d'évaluation du crédit, les compagnies fiduciaires, les établissements bancaires, les associations professionnelles et industrielles, les employeurs actuels et précédents, ainsi que tout ministère ou organisme gouvernemental. Les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur le droit à l'information* obligent la Direction de la réglementation des jeux à maintenir la confidentialité de toute information en leur possession ou sous leur contrôle et à s'en servir uniquement aux fins pour lesquelles elle a été recueillie ou à des fins connexes.

L'information recueillie peut être utilisée et divulguée aux fins suivantes :

1. L'information recueillie sert à évaluer les antécédents personnels, financiers, commerciaux et criminels, l'honnêteté et l'intégrité commerciale du requérant, ainsi que des personnes et des compagnies mentionnées dans la demande;
2. L'information recueillie au sujet du requérant, ainsi que des personnes et des compagnies mentionnées dans la demande, peut être communiquée aux représentants gouvernementaux qui aident la Direction à déterminer si le requérant est admissible ou non, ainsi qu'avec la Société des loteries de l'Atlantique;
3. La Direction peut communiquer l'information recueillie au sujet du requérant, ainsi que des personnes et des compagnies mentionnées dans la demande, avec des organismes d'application de la loi relativement à des enquêtes ou des autorisations sur le jeu, avec d'autres directions du Ministère, dont le personnel chargé de la réglementation des alcools, et la Société des loteries de l'Atlantique;
4. La Direction de la réglementation des jeux peut continuer à vérifier les antécédents personnels, afin entre autres de relever toute accusation criminelle retenue ou toute déclaration de culpabilité antérieure ou de vérifier les antécédents criminels, pendant la période au cours de laquelle le requérant est inscrit.

Pour plus amples renseignements au sujet de la collecte et de la divulgation des renseignements, téléphonez le (506) 453-7472 ou envoyez un courrier électronique à l'adresse gaming-jeux@gnb.ca.

Déclaration solennelle

Je, _____ jure et déclare solennellement que
(nom de la personne autorisée)

je suis autorisé à soumettre toute l'information fournie dans la présente demande, ainsi que tous les renseignements compris dans les documents à l'appui, et qu'ils sont à ma connaissance véridiques et complets.

Je m'engage à fournir à la Direction, sur demande, toute information ou autorisation écrite supplémentaire en appui à la présente demande.

Ayant lu et compris l'avis susmentionné, j'autorise la Direction à effectuer la collecte directe ou indirecte d'information et à communiquer cette information conformément aux dispositions susmentionnées dans l'avis.

DÉCLARATION FAITE DEVANT MOI À

_____	_____)
(ville ou village)	(municipalité))
_____	_____)
(État/province)	(pays))
le _____	_____ 20 _____)
_____	_____)
(Avocat, procureur, commissaire aux serments ou notaire public)	(Signature de la personne autorisée))